



RECEPISSE N°2020 -016/MATDS/SG/DGLPAP/DLFSPP  
Mail : sensburkina@gmail.com  
Cel : (+226) 70 40 52 84 / 70 62 32 07

## Déclaration sur la tenue des assises nationales les 25 et 26 mai 2024.

Peuple du Burkina Faso,  
Chers compatriotes,

De prime abord, nous affirmons notre soutien à toutes celles et tous ceux qui sont engagés sur les différents fronts pour la défense de la Patrie.

Nous affirmons toute notre compassion et notre solidarité à toutes les victimes du terrorisme dans notre pays ainsi qu'à leurs familles. Pleinement conscients de l'engagement et du sacrifice de nos FDS et VDP au quotidien, nous leur affirmons nos encouragements et les exhortons à rester dignes et à rester à la hauteur des enjeux qu'imposent la lutte contre le terrorisme dans notre pays.

Notre pensée va aussi à l'ensemble des filles et fils du Burkina Faso qui sont aujourd'hui éprouvés par des dérives de la lutte contre le terrorisme, accusés à tort ou à raison d'être du mauvais côté et massacrés. Notre compassion va enfin aux personnes victimes d'actes arbitraires d'enlèvements et autres formes d'arrestations pour des opinions et positions qui ne s'inscrivent que dans la dynamique d'apporter leur pierre à la construction d'un Burkina Faso de Paix et de cohésion sociale.

L'histoire nous enseigne pourtant que c'est dans la diversité des idées et des opinions que se construisent les grandes Nations. Mais le pouvoir de la transition semble résolu et décidé à faire taire toutes les voix qui ne chantent pas les louanges des princes du moment.

Chers Burkinabè de l'intérieur et de l'extérieur,  
Notre pays traverse des moments éprouvants dus à une crise sécuritaire sans précédent et dont les effets continuent de bouleverser les socles de notre vivre-ensemble. A cette crise sécuritaire est venue s'ajouter une crise politico-institutionnelle avec l'intrusion de l'armée, une fois de plus, dans le champ politique.

Si la gouvernance du Lieutenant-colonel Damiba fût marquée par des errements politiques et un refus du changement ; le constat est que le coup d'état du 30 septembre 2022 n'a pas permis de corriger ses errements politiques. Bien plus, la gouvernance du Capitaine Ibrahim

Traoré, partie sur de mauvaises bases, est en train de remettre en cause tous les acquis de notre peuple en termes de construction de l'Etat de droit et des libertés civiles.

S'il convient de rester juste en soulignant que des Burkinabè ont montré un certain optimisme vis-à-vis du discours du Capitaine Ibrahim Traoré qui promettait le changement, la rupture et la fin du terrorisme en quelques mois seulement ; la vérité est qu'aujourd'hui, plus d'un est rattrapé par la réalité et s'en trouve désillusionné.

Les assises tenues les 14 et 15 octobre 2022, qui ont permis de donner un semblant de légitimité à la présidence de Ibrahim Traoré ont été loin d'être ouvertes, inclusives et démocratiques. La charte de la transition, censée être la boussole de la transition a été oubliée en cours de route. La constitution, notre Loi fondamentale qui est toujours en vigueur est foulée au pied au quotidien. En rappel, le Capitaine Ibrahim Traoré, lors de sa prestation de serment, jurait en ces termes :

« Je jure devant le peuple burkinabè et sur mon honneur de préserver, de respecter, de faire respecter et de défendre la Constitution, la Charte de la transition et les lois. De tout mettre en œuvre pour garantir la justice à tous les habitants du Burkina Faso ».

La suite appartient à l'histoire et chaque Burkinabè peut juger en âme et conscience du décalage entre le discours et les actes, l'écart entre le « dire » et le « faire ».

Peuple du Burkina Faso,

Compatriotes de l'intérieur et de l'extérieur,

La vérité historique sur la gouvernance actuelle de notre pays est que des engagements ont été pris. Parmi ces engagements, il y a notamment les missions primordiales de la transition qui visaient à :

- Rétablir et renforcer la sécurité sur l'ensemble du territoire National ;
- Apporter une réponse urgente, efficace et efficiente à la crise humanitaire ;
- Promouvoir la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption ;
- Engager des réformes politiques, administratives et institutionnelles en vue de renforcer la culture démocratique et consolider l'Etat de droit ;
- Œuvrer à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale ;
- Assurer l'organisation d'élections libres, transparentes, équitables et inclusives.

C'est le lieu pour le mouvement SENS de rappeler que sans respect des engagements, aucune Nation ne peut s'ouvrir les voies de la paix et du progrès de façon pérenne. Sans avoir en haute estime le sens de la parole donnée, nous ne pouvons arriver à bout de nos nombreux défis avec lucidité et dans l'Union sacrée. Et, c'est aussi par le respect des engagements que s'illustrent les Hommes d'Etat !

Il ne sied pas de changer les règles du jeu en cours de chemin, sur la seule base du rapport de forces. La force à elle seule ne suffit jamais à donner une légitimité pour conduire le destin de tout un peuple. Vouloir imposer cela relève d'une posture qui est nuisible pour le Burkina Faso que nous aimons tous.

Chers compatriotes,

Le bilan du MPSR 2 relativement aux missions qu'il devait poursuivre est sans équivoque : le passif dépasse l'actif, l'échec global relève d'une évidence.

Le décor que présente la gouvernance de notre pays n'est pas reluisant. En plus de la crise sécuritaire arrimée à une crise humanitaire, nous devons aussi faire face à une crise politique systémique ; et de plus en plus à des difficultés économiques ainsi qu'une anomie sur le plan diplomatique qui isole dangereusement notre pays. Le moins que l'on puisse dire est que la situation de notre pays est complexe et éprouvante.

C'est dans un tel contexte que le gouvernement de la transition a annoncé la tenue des assises nationales prévues pour les 25 et 26 Mai 2024 pour décider de la suite de la transition. L'annonce de ces assises nationale, bien que sans grands enjeux pour plusieurs compatriotes, suscite néanmoins des interrogations au regard de l'orientation de la gouvernance de la transition : Une gouvernance qui nie les décisions de justice et qui exclut certains. Une gouvernance qui enlève, réquisitionne, met aux arrêts et licencie d'autres. Tout cela sans aucun égard pour les règles du droit et la loi.

Chers compatriotes,

Au regard de la qualité et de la nature d'une telle gouvernance, le Mouvement SENS est convaincu que de véritables assises dignes de ce nom (de type conférence nationale souveraine) doivent être précédées de certaines conditions fondamentales dont les plus urgentes sont entre autres :

- La libération immédiate et sans conditions de toutes les personnes enlevées et mises aux arrêts sans aucun respect des procédures en la matière ;
- L'arrêt des réquisitions arbitraires des voix discordantes ;
- Le respect de la constitution en tout temps et en tout lieu par les autorités de la transition ;
- L'arrêt des menaces et intimidations des voix considérées comme critiques dont plusieurs sont aujourd'hui des exilés de fait ;
- La levée de la mesure de suspension des activités des partis politiques et organisations de la société civile non affiliées au régime ;
- La clarification de la nature et des objectifs des assises en amont ;
- La définition inclusive des profils des potentiels participants aux assises.

Sans le respect de ces préconditions, les assises nationales qui s'annoncent ne seront qu'une autre foire pour faire l'apologie (non méritée) du pouvoir et pour donner un « vernis » de légitimité à une gouvernance qui n'en a pas. En conséquence, ce qui sortira de ces assises ne pourrait avoir une légitimité pour les Burkinabè. La tenue même des assises nationales dans un contexte où des droits élémentaires de citoyens burkinabè sont niés et bafoués est la preuve de la mauvaise conscience des autorités actuelles de la Transition ; qui ressentent le besoin de se légitimer. Mais par qui et pour quoi ?

Peuple du Burkina Faso,

Chers compatriotes,

Le Mouvement SENS, fidèle à ses valeurs et principes, a toujours milité pour l'ouverture de consultations sincères où chaque Burkinabè sera représenté et pourra faire entendre sa voix. C'est là que réside tout le sens d'une construction nationale inclusive, participative et profondément démocratique. Nous sommes loin d'un tel schéma avec les assises nationales du MPSR 2 dont les conclusions sont connues d'avance et dont aucun acteur crédible ne devrait s'en rendre complice.

Le Mouvement SENS, inscrit dans la lutte pour le respect des libertés individuelles et collectives, pour l'Etat de droit en phase avec nos valeurs de Justice, de Solidarité et d'intégrité, interpelle encore l'ensemble des acteurs publics sur la forfaiture qui se prépare et qui n'a d'autre but que de donner un blanc-seing illégitime à des autorités qui n'ont que le mérite de la force arbitraire. Pour l'intérêt de la Patrie, les acteurs publics (légitimités traditionnelles, coutumières, religieuses, organisations de la société civile, organisations politiques, organisations représentatives des travailleurs, du patronat, l'institution armée, etc.) gagneraient à prendre clairement position en faveur de la prise en compte des conditions préalables et de l'inclusivité des prochaines par le MPSR 2. À défaut, les acteurs qui seraient restés silencieux courent le risque d'être complices de la forfaiture, de l'avènement d'un pouvoir illégitime et des conséquences qui pourraient en découler pour notre Patrie bien aimée.

Ouagadougou le 21 mai 2024,

**La Coordination Nationale**